



Dans une de ses récentes publications, l'intellectuel camerounais Achille MBEMBE, s'est exprimé sur la montée du tribalisme camerounais et accuse le gouvernement de brader le pays à l'Etat chinois.

CAMEROUN: LE RÉGIME DES SICAIRES

Bamiléké-ceci, Béti-cela, Anglo-machin sur fonds d'antisémitisme occasionnel. Ils s'étripent. La bêtise nègre.

Un énorme rideau de fumée et rien d'autre. Car, pendant ce temps, le satrape, le clan de sa jeune épouse et leurs sicaires recrutés à l'avenant savent exactement ce qu'ils sont en train de faire.

Ils dépècent le pays. Ils morcellent le territoire. Ils le vendent par morceaux. A l'encan. Littéralement. Ils l'endettent comme si demain (la génération suivante) n'existait pas. Au près de la Chine, pour commencer.

Regardez du côté de la forêt de Meyomessala, non loin de la Réserve du Dja, laquelle fait partie du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis une trentaine d'années. Près de 55,000 hectares de forêt ont d'ores et déjà été défrichés, dont plus de 10 000 en une

seule année. Tout cela a été "vendu" a la société HALYCON AGRI basée à Singapour. Qui a empoche l'argent? Vous comprenez bien que ce n'est pas l'Etat camerounais! Je dis "vendu". Il faudrait dire "bradé". Et encore, le mot est faible.

Ils sont en train de dépecer le pays. La concession octroyée à la société HALYCON AGRI, spécialisée dans la culture l'hévéa et la production du caoutchouc, équivaut à un abandon de souveraineté pur et simple. Pas de carte officielle des concessions. Pas d'accord d'investissement. Aucun certificat de garantie des conventions environnementales. Rien.

La société jouit de droits exclusifs d'extraction et d'utilisation des ressources hydrographiques de l'ensemble de la forêt. Elle a le droit d'ériger barrières, check points et autres structures dites de défense et de sécurité sur l'ensemble du périmètre de la forêt. En fait, elle est à elle seule une entité commerciale, une entité policière, une unité militaire etc...

Pis, elle a le droit d'ignorer toute loi et règlement voté par le Parlement camerounais. Elle jouit donc, en termes simples, de droits extraterritoriaux. Les lois camerounaises ne s'appliquent pas à elle. Voilà bel et bien comment, 37 ans plus tard, le Cameroun se retrouve sous un régime de capitulation.

Et dites-le vous bien, ceci n'est qu'un tout petit exemple parmi plusieurs autres. Je ne parle ni de ce qui touche au pétrole, encore moins de l'exploitation de l'or, du diamant et autres activités d'extraction.

Le terme de "satrapie" que nous utilisons pour designer ce régime (ainsi que d'autres du même acabit en Afrique centrale) met parfaitement en évidence cette dimension ultra-prédatrice et necropolitique du pouvoir.

D'un point de vue philosophique, cela ne signifie strictement rien de s'identifier (ou d'identifier les autres) en tant que Bamiléké, Bassa, Moundang, Bamoun, Douala, Gbaya, Vute, Bakweri ou Boulou. Seule la bêtise (ou un haut degré de désordre mental) pourrait conduire qui que ce soit a prendre les armes ou a vouloir tuer quelqu'un d'autre au nom de "la tribu". Or, nous le savons à présent, certaines formes de tyrannie produisent variétés de désordres mentaux, et il est fort possible que ce soit actuellement le cas avec les satrapies d'Afrique centrale.

Pour le reste, **nous sommes, non pas gouvernés par, mais sous la botte de tueurs à gages.** Ils cherchent à semer le chaos et poussent les Nègres à s'entretuer pendant qu'ils nous dépouillent de tout.

ACHILLE MBEMBE